

ARRETE DU 21 OCTOBRE 2021

portant autorisation à l'entreprise COLAS HAUTE PICARDIE de neutraliser du stationnement, rue Paul Bert, du 25 octobre au 26 novembre 2021.

LE MAIRE DE LA VILLE DE LAON,

- VU les dispositions du code général des collectivités territoriales, notamment celles en matière de police,
VU le code de la voirie routière,
VU le code de la route,
VU l'arrêté municipal du 15 janvier 2018 réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de LAON ainsi que ceux le modifiant ou le complétant,
VU l'arrêté municipal n°2020/1470 du 26 mai 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric JOLY, 6^{ème} Adjoint, dans le domaine de la prévention des risques et de la sécurité,
VU la délibération du 6 avril 2021 fixant le tarif général des droits de voirie,

CONSIDERANT la demande de l'entreprise COLAS HAUTE PICARDIE – route de Saint-Quentin – ZAC St Suplice – 80400 HAM, de neutraliser du stationnement, rue Paul Bert, du lundi 25 octobre au vendredi 26 novembre 2021.

ARRETE

- ARTICLE 1 :** L'entreprise COLAS HAUTE PICARDIE est autorisée à occuper le domaine public afin de neutraliser du stationnement afin de permettre l'entrée et la sortie de camions, rue Paul Bert, (chantier Paul Claudel), du lundi 25 octobre 2021 à 8 heures au vendredi 26 novembre 2021 à 18 heures.
- ARTICLE 2 :** Le stationnement des véhicules de toute nature sera interdit sur deux emplacements situés entre la place Georges Lemoine et le n° 12 rue Paul Bert, du lundi 25 octobre 2021 à 8 heures au vendredi 26 novembre 2021 à 18 heures.
- ARTICLE 3 :** Les signalisations réglementaires en vigueur au code de la route et les pré-signalisations, en tant que de besoin, seront mises en place par l'entreprise chargée d'effectuer les travaux qui devra de même assurer un passage sécurisé aux piétons.
- ARTICLE 4 :** L'entreprise COLAS HAUTE PICARDIE sera tenue pour seule responsable des incidents pouvant survenir du fait de négligence ou d'une insuffisance de protection.
- ARTICLE 5 :** L'autorisation pourra être modifiée en tout ou partie, dans l'intérêt public. Le permissionnaire sera tenu de se conformer à ces décisions, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.
- ARTICLE 6 :** Pendant toute sa durée de validité, le permissionnaire aura obligation d'afficher la présente autorisation.
- ARTICLE 7 :** Conformément à l'article R 421-1 du code de Justice Administrative, tout intéressé dispose d'un délai de deux mois pour contester cet arrêté auprès du tribunal administratif d'Amiens
- ARTICLE 8 :** Le Directeur général des services de la ville de LAON, le Directeur départemental de la sécurité publique, ainsi que les agents placés sous leur autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.
- ARTICLE 9 :** Un original du présent arrêté sera inscrit au recueil des actes administratifs, un original sera transmis à l'intéressé. Une copie sera adressée à chaque membre chargé de l'exécuter, ainsi qu'au centre de secours principal, au centre hospitalier, aux transports urbains Laonnois, à la régie des transport de l'Aisne et au SIRTOM.

Pour le Maire et par délégation,
Frédéric JOLY,
Maire Adjoint,
chargé de la Prévention des Risques
et de la Sécurité

